

# Commission Europe

*Compte-rendu de notre réunion du 5 Mai 2010*

**La crise en Grèce et les critiques face à l'Euro,  
notre débat a porté sur les points suivants :**

- **L'Europe solidaire**
- **Rappel de nos fondamentaux**
- **La voix de notre parti**
- **Une proposition**

*Le débat s'est aussi poursuivi par téléphone jusqu'à aujourd'hui*

---

**Groupe de réflexion**  
animé par  
**Catherine Mouradian**

## Un constat

- Beaucoup de difficultés secouent à nouveau l'Europe, nous avons le sentiment que l'Europe politique piétine toujours !
- L'unité européenne fut longue à s'affirmer face aux difficultés de la Grèce, notre berceau culturel.
- **Notre croissance en berne**
- Des concitoyens désabusés ou critiques attendant des réponses

Une Mondialisation de l'économie dont les effets seront toujours difficiles à maîtriser

## Des questions

- L'Europe fut un rempart lors de la crise financière mais la confiance acquise en UE semble maintenant se fissurer de toute part !
- La place du couple franco-allemand en Europe ou d'un noyau dur moteur de l'Europe ?
- Quid d'un exécutif européen fort, réactif et actif ?

**Certes, aujourd'hui 10 Mai 2010, l'ensemble des instances financières et européennes lance un plan de secours historique et exceptionnel face au récent chaos !**

## Notre vision de l'Europe ?

Même si un plan exceptionnel est aujourd'hui proposé nous savons bien au regard de la récente actualité que notre vœux européen est loin d'être accompli.

### Pourtant notre voix centriste reste quasi silencieuse !

**Nous ne devons pas laisser mourir l'idée européenne** et tout ce qui a été conçu jusqu'à présent au prétexte d'un manque d'imagination de l'ensemble de ceux qui sont à l'exécutif.

Lisbonne nous a donné de nouvelles armes mais sans idée et un volontarisme fort, on pourrait l'oublier .....

Nous devons réaffirmer encore nos positions, sans attendre, **notre centrisme ne peut se contenter de murmurer** son discours au profit de celui des autres.

**L'actualité nous rappelle l'importance de l'Europe et nous nous contentons d'approuver le travail des autres !**

**Nous construisons notre centrisme sur des valeurs humanistes, nous souhaitons une société apaisée pourtant aucune voix n'a su chez nous personnaliser un discours sur la nécessaire solidarité au sein de l'Union Européenne et sur l'indispensable courage collectif....**

**Comment a-t-on pu laisser courir, aussi facilement, des discours sur l'idée d'une sortie de la Grèce de l'Euro, ou sur des systèmes brisant l'Eurogroupe ou encore découpant notre monnaie, après s'être félicités de la force de l'Euro face à la crise financière !**

Pour un tel discours, il n'est pas nécessaire de fiches techniques complexes mais simplement de **laisser parler nos convictions profondes afin d'insuffler notre vision de l'Europe à nos concitoyens.**

**Nous n'avons toujours pas développé un discours sur la réalité positive de l'Europe dans notre économie.**

*Nous avons en 2008/2009 édité un projet complet, abouti, lu et utilisé pour la campagne des européennes ; il est encore d'actualité sur bien des points (l'éthique, nos valeurs et les grands projets économiques et politiques)*

**Certes l'Europe est une machine énorme très complexe qui ne peut qu'avancer lentement mais pour l'avenir immédiat il faut absolument commencer par arrêter de s'occuper de l'état des enjoliveurs avant de savoir comment la voiture roule, aussi retrouverons les ressorts pour véritablement constituer et soutenir avec force cette Europe politique faite de solidarité, d'espérance et de défense des droits de l'homme.**

## Rappel des fondamentaux de notre discours européen et de notre engagement centriste

- Il n'y a pas d'Europe politique sans une Europe de la solidarité cette Europe de la solidarité doit s'appliquer en particulier en période de difficultés de crise.
- Nos actions doivent découler d'une réflexion unitaire
- Nous devons construire notre Europe avec nos propres règles de fonctionnement, les définir, s'y tenir, soutenir les états qui seraient en difficulté vis-à-vis d'elle et développer sans attendre nos propres organismes de régulations et de notations.
- Il nous faut être imaginatif et oser parler avec nos convictions ; nous devons construire notre indépendance (alimentaire, sanitaire, économique, politique et de défense).

*La politique agricole commune va être rediscutée, l'indépendance alimentaire de l'Europe est fondamentale. La France est véritablement un pays agricole qui aujourd'hui survit grâce à des aides. Il faudrait peut-être sortir de ce système d'aide et trouver un système de revalorisation de notre agriculture. On ne peut continuer à tolérer des normes sanitaires extrêmement positives européennes appliquées à nos agriculteurs tout en acceptant à l'intérieur du territoire européen des produits venant des pays lointains ne respectant pas ces normes.*

- L'Europe politique, c'est aussi l'Europe de la culture et des échanges  
Nous l'avons dit et redit lors de nos précédents écrits ; à ce jour nous ne comprenons pas pourquoi nous n'avons pas encore déclaré **la fête de l'Europe du 9 Mai comme jour férié**.  
Nous parlons d'une union Franco-Allemande et nous laissons toujours férié le 8 mai alors qu'il s'agit de la fête de la victoire **contre** l'Allemagne !
- Notre Europe est aussi celle des symboles car elle est multiple et hétérogène aussi nous devons construire sur ce qui nous unit ; c'est donc fondamental.

La crise de la Grèce a souffert autant de la perte du sens des symboles unitaires dont nous avons tant besoin que du chaos financier. Il y a énormément d'influences diverses et politiques au sein de l'Europe (américaines, anglo-saxonne ou nationalistes). L'Europe n'est ni homogène économiquement ni homogène culturellement et c'est pour cela que les symboles sont à mettre en avant à fin d'éveiller en chacun la flamme qui a rendu Maastricht possible et Lisbonne réel.

## Le couple franco-allemand,

Aujourd'hui l'Allemagne est le pays européen le mieux positionné économiquement, idem pour l'Autriche et la Belgique. L'Espagne le Portugal et l'Italie et même la France sont dans des situations un peu difficile face au respect des critères de croissance. A la question de savoir si un couple franco-allemand peut fonctionner, il faut peut-être amener les instances de l'exécutif à déjà fonctionner ensemble. Nous avons un Président de l'Europe, une Secrétaire chargée de la diplomatie européenne, les présidences tournantes, le Conseil européen, la Commission européenne et un Parlement. Comment on pourrait-on encore rajouter une strate à ce directoire complexe ?

Quant à la notion de groupe d'influence ? Il s'agit pour nous de questions de diplomatie et **de pur volontarisme personnel** d'autant plus que la France n'est pas en position de force face à l'Allemagne (dette et points de croissance).

## L'équilibre des forces en Europe

On peut rappeler qu'aujourd'hui l'Espagne est au bout du compte dans une situation beaucoup plus difficile que celle de la Grèce dans la mesure où la Grèce est victime d'une désorganisation complète au niveau administratif mais qui pourrait être résorbée par le plan de rééquilibrage mis en place. Tandis que les difficultés de l'Espagne sont essentiellement économiques et proviennent d'erreurs de stratégie fondée sur un développement anarchique de la construction et du secteur immobilier en général. Cette situation économique a conduit à un chômage de 20 % en Espagne qu'il sera très difficile de résorber compte tenu de la faiblesse de la consommation au niveau européen qui aidera difficilement les Espagnols à réduire leurs excédents immobiliers. Ainsi on peut se poser légitimement la question de l'acharnement anti-grec, alors que finalement d'autres sont, de façon endémique, beaucoup plus fragiles. Certes, la Grèce a aujourd'hui une dette représentant 115 % de son PIB tandis que l'Espagne a une dette de 55 % de son PIB.

Il faut lutter contre les dettes mais néanmoins il est du devoir de l'ensemble de l'Union européenne de se pencher sur des difficultés endémiques à long terme si on ne veut pas les renouveler voire les aggraver.

***Nous considérons que le Nouveau Centre devrait dénoncer des contrevérités qui sont assénées au quotidien et qui ne font que tuer la valeur et le fondement européen.***

## La réalité des vraies mesures

**Un gouvernement économique de l'Europe, que nous appelions de nos vœux semble émerger de la crise et les mesures prises semblent à la mesure du problème.**

**Dans nos discussions Patrice Degris a insisté sur la nécessité de** mesures destinées à montrer que l'Europe est une véritable union par la coordination ferme entre ses membres afin d'assurer la stabilité de l'ensemble et de faire en sorte que les dérives budgétaires observées au cours des derniers mois ne puissent plus aboutir à une situation dramatique mettant en péril l'ensemble de l'édifice.

Il faudrait, et nous l'avions déjà évoqué opérer une augmentation du budget européen puis créer un **Euro Bond**, instrument d'emprunts obligataires de l'union européenne permettant à celle-ci de prendre en charge la totalité des emprunts de chacun des états membres dépassant le seuil des 60 % définis par le traité de Maastricht. Nous arriverions ainsi sans effort particulier au niveau de l'ensemble de l'union européenne à résorber le déficit excessif de tous les états sans difficulté particulière et à un taux très raisonnable '3% sur 10 ans, compte tenu du fait que l'union européenne aurait un rating international AAA . Ceci allégerait considérablement la dette de chaque État membre en lui permettant ainsi de résorber beaucoup plus facilement le déficit excessif au-delà de 3 %.

Afin d'éviter que des dérives se représentent à nouveau il conviendrait de **mettre en place un système juridique adapté selon les formes suivantes.**

- Un déficit constaté au-delà de 3 % pendant plusieurs mois ferait perdre à l'État responsable son droit de vote au niveau de l'union européenne
- En ce qui concerne la France une modification constitutionnelle devrait être mise en place afin qu'un gouvernement s'avérant dans la capacité de deux résorber un déficit au-delà d'un an soit dans l'obligation de démissionner.

## Contribution pour la Protection Sociale (CPS) par Patrice Degris

Crise bancaire, crise financière, crise économique, crise sociale et.....pour finir crise européenne.

Tous ces événements qui se bousculent et augmentent l'angoisse des populations constituent des moments privilégiés pour rendre indispensables les réformes nécessaires mais depuis trop longtemps repoussées.

Les Gouvernements ont toujours choisi la facilité : annoncer des dépenses supplémentaires lors des campagnes électorales afin d'inciter le citoyen à voter dans le bon sens puis, en cours de mandat, céder aux pressions des uns et des autres afin de préparer l'élection suivante.

Tout cela a conduit à un déficit structurel des finances publiques depuis trente ans complété brutalement, parce que personne ne l'avait prévu, par un déficit conjoncturel rendu nécessaire par le soutien à l'économie.

Aujourd'hui, nous sommes arrivés au bout du chemin et les marchés nous font prendre conscience que les dettes d'un Etat, comme celles d'un ménage ou d'une entreprise, ne peuvent croître indéfiniment et que le surendettement peut conduire au risque de défaut de paiement des intérêts ou de remboursement du principal, ce que les prêteurs ne peuvent évidemment pas accepter.

Alors, ne serait-il pas temps de prendre dès maintenant les décisions que nous savons indispensables mais que nous avons tant tardé à accepter ?

En d'autres termes, le moment est venu d'engager une réforme de grande ampleur permettant à la fois de rendre nos entreprises compétitives tout en assurant le financement de notre protection sociale avec une assiette fiscale beaucoup plus large est plus efficace que celle qui existe aujourd'hui.

**Ainsi, nous pourrions mettre en place une Contribution pour la Protection Sociale (CPS), outil fiscal** consistant à financer la plus grande partie de celle-ci par une extension de l'assiette de la TVA à certains produits importés. Ainsi, on pourrait mettre fin aux délocalisations qui ne présenteraient plus d'intérêt pour les entreprises souhaitant produire à bas coût à l'étranger pour exporter ensuite leurs produits en France. Cette mesure, mise en œuvre en Allemagne en janvier 2007, permettrait à la Sécurité Sociale de ne plus peser sur le coût du travail et favoriserait la compétitivité économique comme cela a été démontré par nos voisins d'outre Rhin.

Une telle réforme sera d'autant plus urgente que les charges sociales sur le travail ruinent aujourd'hui notre économie, laquelle s'effondrera au fur et à mesure que les dépenses sociales dues au vieillissement de la population et que les coûts de la maladie et de la retraite seront de plus en plus difficiles à financer.

**La Contribution pour la Protection Sociale** sera ainsi une forme de protectionnisme parfaitement acceptée par tous dans un contexte de crise ne pouvant déboucher autrement que sur une impasse.

***En qualité de groupe d'experts sur l'Europe, nous insistons sur un discours pragmatique et tourné vers l'avenir en laissant un peu de côté les vieux philosophes mais faisant vivre nos valeurs !***